

8h30

Accueil des participants

9h00/9h15

Ouverture par M. Dov ZERAH, Directeur général de l'AFD

9h15/9h30

Introduction par Michel ROCARD (par vidéo)

9h30/9h55

Panorama économique des Outre-mer
« Approche comparée des évolutions macroéconomiques des Outre-mer » par Claude PARAIN (INSEE Réunion)

THEME 1

LES ENTREPRISES ULTRAMARINES ET L'EMPLOI : OÙ EN EST-ON ?

10h00/10h45

Session 1 : Marchés de l'emploi, insertion des jeunes ultramarins et migrations
Président de session : François-Xavier BIEUVILLE,
Directeur général de l'Agence de l'Outre-mer pour la Mobilité

« Insertion économique des jeunes ultramarins sur le marché de l'emploi : résultats de l'enquête Migration Famille Vieillesse dans les DOM »,
par Claude-Valentin MARIE (INED) et Franck TEMPORAL (INED)

L'insertion professionnelle des jeunes est, dans les DOM comme en métropole, parfois longue et source d'insatisfactions.

Dans cette intervention, la thématique de la formation et de l'emploi des jeunes sera traitée avec différentes clés d'entrée. La première consistera à analyser, à partir des données de l'enquête « Migrations, famille, vieillissement » et des enquêtes emploi, les taux de chômage en fonction de la formation suivie, mais aussi d'autres paramètres individuels (milieu social d'origine, genre, âge, nationalité...). L'objectif sera d'examiner les facteurs qui concourent aux difficultés (ou facilités) d'insertion. De manière complémentaire, une analyse de l'insertion professionnelle des jeunes domiens en métropole sera proposée, afin d'éclairer, en lien avec la discussion précédente, les problèmes d'emploi des jeunes liés au système de formation et ceux liés à l'éventuelle étroitesse ou spécialisation sectorielle des marchés de l'emploi dans les DOM.



« Employabilité et insertion : un éclairage sur la situation dans les Collectivités du Pacifique » par Sébastien MERCERON (ISPF)

La Polynésie française a subi la crise économique mondiale de manière très marquée. Les fondamentaux de son économie, déjà en difficulté depuis 2001, sont en berne. Mais les difficultés d'intégration sur le marché de l'emploi répondent à des problèmes davantage d'ordre structurel que conjoncturel. La Nouvelle Calédonie, portée par l'exportation de ses matières premières, surmonte mieux les difficultés. Malgré leurs différences, ces deux économies du Pacifique ont comme point commun d'être fortement polarisées et caractérisées par des inégalités de niveaux de vie comparables à certains pays sud-américains. Plus qu'ailleurs, le manque de qualification est un frein à l'embauche. En Polynésie française, en l'absence d'assurance chômage et de revenus de substitution, les non qualifiés (le plus souvent des natifs) sont très exposés au risque de pauvreté, comme le montre l'enquête sur les Conditions de Vie. Le rattrapage opéré depuis plusieurs décennies dans l'accès à la scolarisation et l'obtention du baccalauréat ne parvient pas encore à combler le retard dans l'accès au diplôme. L'étroitesse du marché du travail local reste un frein pour le retour des jeunes diplômés au pays après la poursuite d'études en métropole ou à l'étranger.

10h45/11h15 : DÉBAT AVEC LA SALLE

11h15/11h30 : PAUSE CAFÉ

« Les spécificités des entreprises ultramarines : l'indispensable adaptation à un environnement très contraint », par Vincent CAUPIN et Bertrand SAVOYE (AFD)

Les spécificités du contexte ultramarin et notamment les handicaps liés à l'ultra périphéricité sont à l'origine des différentes mesures prises en faveur du secteur privé local. Une nouvelle lecture de ces spécificités est proposée dans cette étude, développée en trois temps. Dans un premier temps, les modalités de développement de ces géographies sont brièvement décrites. Elles se caractérisent en particulier, à l'instar des constats établis par l'économie résidentielle, par un découplage marqué de la production et de la consommation, du fait de l'importance du phénomène de captation de revenus extérieurs. Ces modalités de développement éclairent les dynamiques sectorielles à l'œuvre. Dans un deuxième temps, l'analyse confronte les caractéristiques et les performances des entreprises domiennes et métropolitaines, de sorte de mieux cerner d'une part les spécificités des premières, mais également leurs nombreuses similitudes avec le référentiel métropolitain, et de tenter d'autre part d'appréhender les facteurs explicatifs des écarts observables entre les trajectoires de croissance de ces deux populations. Les particularités des entreprises domiennes ne s'observent peut-être pas nécessairement là où elles seraient attendues, ce qui pourrait expliquer la difficulté à définir des mesures de politique économique appropriées, objet du troisième temps de l'étude, consacré aux différents bilans dressés sur les différents dispositifs mis en place dans les DOM et à leurs enseignements.

12h00/12h30 : DÉBAT AVEC LA SALLE

12h30/14h15 : DÉJEUNER / BUFFET



THEME 2

QUELS LEVIERS D' ACTIONS POUR PROMOUVOIR UNE CROISSANCE CRÉATRICE D' EMPLOIS ?

14h15/16h00

Président de session : Jean-Claude PRAGER,
Directeur des Etudes Economiques du Grand Paris,
auteur de « Economie géographique du développement »

« La formation professionnelle : modalités et efficacité en Outre-mer », par François de LAVERGNE, directeur associé du groupe AMNYOS

La résorption du chômage de forte ampleur qui sévit dans les DOM suppose une amélioration de la productivité du travail en particulier pour la main d'œuvre insuffisamment qualifiée. Celle-ci ne pourra se réaliser sans un effort considérable de formation, et probablement aussi sans la poursuite des politiques d'aide à l'emploi. Si la formation commence dès l'école élémentaire, cette session présentera une analyse critique d'un volet important de la formation offerte dans les Outre-mer en lien avec le monde de l'entreprise. La formation professionnelle couvre à la fois la formation initiale (secondaire et supérieur), continue et en alternance. A la lumière d'une étude conduite en 2011 à La Réunion, en Guadeloupe et à Mayotte, cette session présentera un diagnostic récent des différents dispositifs de formation professionnelle comparé entre ces trois géographies. L'objectif étant de voir dans quelles mesures les spécificités de ces territoires ne conduiraient-elles pas à adapter les dispositifs de formation professionnelle existants afin que ces derniers répondent mieux aux besoins de développement singuliers de ces territoires.

« Réalités et perspectives des échanges économiques avec les pays voisins », par Wilfrid BERTILE, président de l'Observatoire des Villes et Ports de l'Océan indien

Compte tenu de leur histoire et de leur insertion dans l'Union européenne, les Outre-mer français commercent peu avec les pays de leur voisinage. L'ouverture aux économies voisines a depuis plusieurs années été citée dans les recommandations des travaux menés sur le développement des géographies de l'Outre-mer français (bien avant les Etats généraux de l'Outre-mer de 2009). Longtemps proposée comme une solution impérieuse pour favoriser un nouveau modèle de développement économique des Outre-mer, la question de l'insertion régionale sera abordée dans des termes renouvelés, à la lumière des travaux des ateliers des Etats généraux de l'Outre-mer, et d'études récentes. Dans quelle mesure l'insertion régionale, peut-elle être source nouvelle de création de valeur pour les entreprises ultra-marines ? Sous quelles formes ce renforcement des échanges peut-il encourager la création d'emplois spécialisés à l'export ?

Témoignages et expériences d'acteurs

- **M. Alex EDMOND**, gérant de Délices locales, une entreprise martiniquaise du secteur des industries agroalimentaires, présentera sa stratégie de développement à l'export.
- **M. André DANG**, président de la Société Minière du Sud Pacifique présentera le projet industriel à l'œuvre dans la Province Nord de la Nouvelle-Calédonie basé sur la valorisation du nickel et une stratégie partenariale ambitieuse.
- **M. Mohamed AHMED**, directeur général des services de la Région Réunion, apportera le point de vue d'une collectivité territoriale sur les questions de création de valeur ajoutée et d'emploi en Outre-mer.

16h00/16h30 : DÉBAT AVEC LA SALLE

16h30/16h45 : PAUSE CAFÉ

THEME 3

Table ronde

16h45/17h45

PRODUIRE POUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR, LA QUESTION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES ULTRAMARINES

Président de session : Marcel OSENAT,
Président du groupe Outre-mer du Conseil Economique, Social et Environnemental

Dans les petites économies insulaires, l'un des paradigmes à résoudre est de trouver le juste équilibre entre trois objectifs pour partie contradictoire : développement de la production locale, efficacité économique et intensité de la concurrence.

En présence de :

- **M. Etienne PFISTER**, *rapporteur général adjoint de l'Autorité de la Concurrence*, abordera la question du fonctionnement des mécanismes concurrentiels des marchés dans les secteurs de la grande distribution, des carburants et des télécommunications.
- **M. Florent VENAYRE**, *maitre de conférences en sciences économiques à l'Université de Polynésie Française*, livrera une analyse des dysfonctionnements structurels des économies d'Outre-mer, et en particulier de la Polynésie française, qui handicapent la compétitivité des entreprises ultramarines. Expliqué par les surcoûts structurels supportés par toutes économies insulaires, l'interventionnisme public sera ici questionné dans ses objectifs d'efficacité et de promotion du dynamisme économique local.
- **Mme Christiane TAUBIRA**, *députée de Guyane* (à confirmer) interviendra sur une analyse critique des enjeux de politiques publiques pour promouvoir et stimuler la compétitivité des entreprises ultramarines.
- **M. Willy ANGELE**, *président de l'UDE-Medef de Guadeloupe*, exposera les pistes d'actions identifiées par les organisations patronales des Antilles et de Guyane pour relancer les activités économiques et développer l'entreprise.

17h45/18h15 : DÉBAT AVEC LA SALLE

18h15 : Conclusion par **MME MARIE-LUCE PENCHARD**, Ministre chargée de l'Outre-mer

